

lui-même se considérait obligé de donner, le 4 août 1914, pour les crédits de guerre.

Il est donc certain qu'à un moment donné, et dans une situation dont la possibilité de se produire et peut-être de se reproduire, devra être mieux étudiée en son temps, l'orientation révolutionnaire se manifeste par la rupture de la discipline et de la concentration hiérarchique d'une organisation pré-existante.

Il n'en est pas autrement au sein des organisations syndicales dont beaucoup sont, encore aujourd'hui, dirigées par des groupes contre-révolutionnaires. Ici aussi les dirigeants sont très tendres envers la démocratie et la liberté bourgeoise et se rangent parmi ceux qui repoussent avec horreur les thèses communistes sur la force et la dictature révolutionnaire... Cela n'empêche pas que les communistes, luttant au sein de tels organismes, doivent continuellement dénoncer les procédés dictatoriaux de la bureaucratie dirigeante, et la méthode concrète pour essayer de la renverser consiste dans la revendication des assemblées et de l'application, dans les votations, d'une pratique démocratique. Cela ne veut pas dire que nous devons nous réfugier dans une croyance dogmatique dans la démocratie statutaire : il n'est pas exclu que, dans des situations données, il puisse être nécessaire de prendre la direction de pareils organismes aussi par un coup de force. Le guide qui nous relie à notre but révolutionnaire ne peut donc jamais être, pour nous, dans le respect formel et constant envers les chefs officiellement investis, ni dans l'accomplissement indispensable de toutes les formalités d'une consultation électorale. Nous répétons que notre solution doit être trouvée d'après une méthode tout à fait différente et supérieure.

Le problème devient beaucoup plus difficile et plus délicat lorsque nous passons à l'examen de la vie intérieure des partis et de l'Internationale Communiste. Tout un processus historique nous sépare de la situation qui, au sein de la vieille Internationale, suggère la constitution de fractions qui étaient des partis dans le parti, et détermina la rupture systématique de la discipline pour nous acheminer vers la scission féconde en conséquences révolutionnaires.

Notre opinion sur ce problème est qu'on ne peut pas résoudre la question de l'organisation et de la discipline au sein du mouvement communiste, sans rester en stricte liaison avec les questions de théorie, de programme et de tactique.

Nous pouvons nous imaginer un type idéal de parti révolutionnaire — comme limité que nous voulons atteindre — et essayer de tracer la construction intérieure et la règle de vie de ce parti. Nous arriverons ainsi facilement à la conclusion que, dans un tel parti, ne peuvent pas être admis des compétitions de fractions et des dissentiments des organes de la base envers les directives de l'organe central. Mais si nous appliquons « sic et simpliciter » ces conclusions à la vie de nos partis et de notre Internationale, nous n'aurons rien résolu : certainement non, parce qu'une telle application intégrale ne soit pas pour nous hautement désirable, mais parce que, dans la pratique, nous ne nous rapprochons nullement d'une pareille application. Plus que l'exception, les faits nous conduisent à reconnaître la règle dans la division des partis communistes en fractions, et dans les divergences qui deviennent parfois des conflits entre ces partis et l'Internationale.

Malheureusement, la solution n'est pas si facile.

Il faut considérer que l'Internationale ne fonctionne pas encore comme un parti communiste mondial unitaire. Elle est sur la voie pour arriver à ce résultat, sans doute, et a fait des pas gigantesques à l'égard de la vieille Internationale. Mais, pour nous assurer qu'elle procède effectivement, et de la meilleure façon, dans cette direction désirée, pour conformer à cet objectif notre œuvre de communiste, nous devons associer notre confiance dans l'essence et la capacité révolutionnaire de notre glorieuse organisation mondiale, à un travail continu basé sur le contrôle et la valuation rationnelle de tout ce qui arrive dans ses rangs et de la position de sa politique.

L'on bouleverse avec des sophismes le problème lorsqu'on considère la discipline maxima et parfaite, telle qu'elle jaillirait d'un consentement universel pour trouver la solution critique de tous les problèmes du mouvement, non comme un

résultat, mais comme un moyen infaillible à employer aveuglément, en disant « tout court » : l'Internationale est le parti communiste mondial et l'on doit suivre fidèlement ce qui émane de ses organismes centraux.

Nous devons rappeler, pour commencer notre analyse de la question, que les partis communistes sont des organismes à adhésion « volontaire ». Cela est un fait inhérent à la nature historique des partis et nullement la reconnaissance d'un quelconque « principe » ou « modèle ». Le fait est que nous ne pouvons obliger personne à prendre notre carte d'adhésion, nous pouvons bien établir des règles de discipline intérieure ; chacun de nos adhérents n'en est pas moins libre matériellement de nous quitter quand il le croit opportun. Nous ne voulons pas dire s'il est désirable ou non que les choses soient ainsi : le fait est qu'elles sont ainsi et qu'il n'y a pas de moyens aptes à les changer. Par conséquent, nous pouvons adopter la formule, certainement riche en beaucoup d'avantages, de l'obéissance absolue dans l'exécution des ordres venus du sommet.

Les ordres que les hiérarchies centrales donnent, sont non le point de départ, mais le résultat de la fonction du mouvement entendu en tant que collectivité. Ceci n'est pas dit dans le sens sottement démocratique et juridique, mais dans le sens réel et historique. Nous ne défendons pas, disant cela, un « droit » de la masse des communistes à élaborer les directives auxquelles doivent s'en tenir les dirigeants : nous constatons que, dans ces termes, se présente la formation d'un parti de classe et sur ces prémisses nous devons poser l'analyse du problème.

Ainsi se dégage le schéma de conclusions auquel nous tendons. Il n'est pas de discipline mécanique bonne pour l'application d'ordres et de dispositions supérieures « quelles qu'elles soient » : il y a un ensemble d'ordres et de dispositions — répondant au but réel du mouvement — qui peuvent garantir le maximum de discipline, c'est-à-dire d'action unitaire de tout l'organisme, alors qu'il y a d'autres directives qui, données par le centre, peuvent compromettre la discipline et la solidité organisationnelle.

Il s'agit donc de tracer les tâches des organes dirigeants. Qui devra le faire ? Tout le parti doit le faire, toute l'organisation, non dans le sens banal et parlementaire de son droit à être consulté sur le « mandat » à conférer aux chefs électifs et sur les limites de ce dernier, mais dans le sens dialectique qui contemple la tradition, la préparation, la continuité réelle de la pensée et de l'action du mouvement. Justement parce que nous sommes anti-démocratiques nous pensons qu'en la matière une minorité peut avoir une vision plus correspondante à l'intérêt du processus révolutionnaire que celle des majorités. Certainement, cela arrive exceptionnellement, et le cas où se présente ce bouleversement disciplinaire est extrêmement grave, ainsi qu'il se vérifia dans la vieille Internationale. Et il est bien souhaitable que cela n'arrive plus dans nos rangs. Mais, sans penser à ce cas extrême, il est d'autres situations moins aiguës et critiques où, toutefois, la contribution de groupes est utile et indispensable pour réclamer des précisions aux directives à tracer au centre dirigeant.

En bref, c'est ici la base de l'étude de la question qui devra être abordée en tenant compte de la véritable nature historique du parti de classe : organisme qui tend à être l'expression de l'unification vers un but central et commun de toutes les luttes particulières et surgissant sur le terrain social, organisme qui est caractérisé par la nature volontaire des adhésions.

Nous résumons ainsi notre thèse et croyons être fidèles à la dialectique du marxisme : l'action que le parti développe et sa tactique, c'est-à-dire la manière par laquelle le parti agit vers « l'extérieur » ont, à leur tour, des conséquences sur son organisation et sa constitution « intérieure ». Celui qui, au nom d'une discipline illimitée, prétend engager le parti pour une action, une tactique, une manœuvre stratégique « quelconque », à savoir, sans des limites bien déterminées et connues par l'ensemble des militants, compromet fatalement le parti.

Nous arriverons au maximum désirable d'unité et de solidité disciplinaires seulement si nous abordons le problème sur cette plateforme et non avec la prétention qu'il est déjà préjudiciellement résolu par une règle banale d'obéissance mécanique.

Amedeo BORDIGA (mai 1924).